



Stimuler les investissements publics et privés pour un
Systeme Alimentaire Local

Les défis

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) est un défi de taille et constitue un enjeu crucial pour les pays les moins avancés (PMA). Les implications sont larges et transversales : la sécurité alimentaire a un impact direct sur la santé des populations, leur éducation, leurs capacités à générer des revenus ainsi qu'à faire valoir leurs droits et promouvoir l'égalité des sexes. En effet, dans les PMA, les femmes et les enfants apparaissent comme étant les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire car, comparativement aux hommes, elles ont un moindre contrôle et un accès limité aux ressources.

Les disparités régionales, dans le domaine de la SAN, restent grandes et les progrès réalisés demeurent modestes dans certaines régions du globe, en particulier en Afrique subsaharienne. Les conflits, les catastrophes naturelles mais aussi les imperfections des marchés posent de grands défis à l'éradication de la faim. De récents événements comme les inondations au Mozambique et au Malawi, la crise d'Ébola en Afrique de l'Ouest ainsi que les conflits au Sud Soudan, au Mali, au nord du Nigéria et en République Centrafricaine ont mis en exergue la précarité de la SAN et, une fois de plus, souligné l'urgence de **trouver des solutions durables**, au-delà des interventions humanitaires et des approches classiques, face à ces problèmes.

Les défis que rencontrent beaucoup de PMA sont la **faible capacité des administrations locales à intégrer les**

préoccupations de sécurité alimentaire dans le cycle de planification et de prévisions budgétaires, l'absence de systèmes de transfert intergouvernementaux permettant aux collectivités locales de faire des investissements pour améliorer la sécurité alimentaire au niveau local. Pour aborder cette problématique de manière efficace, un support et une assistance soutenues doivent être fournis, par le biais d'investissements locaux stratégiques.

Un engagement plus fort de la part des acteurs locaux, y compris des collectivités locales, des producteurs, des organisations agricoles et des ménages ruraux est nécessaire. Le niveau local revêt une importance particulière dans les PMA, où le climat peut résolument varier à l'intérieur d'un pays, où les opportunités et les systèmes de production sont nombreux mais où les infrastructures sont parfois défectueux et n'arrivent pas à supporter les investissements nécessaires pour renforcer la chaîne alimentaire.

Afin de pourvoir aux opportunités encore limitées offertes par les spécificités économiques, sociales, culturelles, géographiques et naturelles d'un territoire donné et rendre plus efficace les ressources financières existantes, **le Programme «Finance for Food» (F4F) testera de nouvelles approches de sécurité alimentaire, toutes enracinées dans le contexte local.**





Une initiative globale

UNCDF s'investi dans des projets de financement structurants et utilise des outils et des instruments de financement du développement local pour **catalyser les capitaux nationaux - publics et privés - et susciter la croissance de l'économie locale**, des infrastructures, des prestations de services publics ainsi que de l'entrepreneuriat.

À travers la coopération avec les collectivités et parties prenantes au niveau local, **le programme F4F encourage la formulation de grappes de projets bancables et investissements publics apportant une contribution significative à la transformation des Systèmes Alimentaires Locaux (SAL)**. Le programme F4F est conçu pour apporter des solutions concrètes à la SAN en Afrique et en Asie en encourageant l'accroissement des investissements publics, publics-privés et communautaires afin de combler les lacunes dans les SAL.

En développant des cadres adéquats et des outils pour évaluer les performances, les opportunités et les limitations du SAL, F4F soutient la conception de politiques et de programmes d'aide mieux adaptés, **permettant aux administrations locales de jouer un rôle stratégique dans la SAN**. Le programme opère dans les régions les plus

reculées, là où les individus et les communautés font face à l'insécurité alimentaire.

F4F pallie à leur manque d'accès aux services de base, à la finance publique et privée, aux marchés et aux compétences. Il tente de briser les barrières nationales et locales pour stimuler une croissance productive, équitable et ainsi fournir des moyens durables pour augmenter la production et renforcer le système alimentaire.

La combinaison d'investissements novateurs dans les secteurs locaux les plus productifs et dans les secteurs publics ainsi que le renforcement de la gestion financière locale favorisent le développement des potentialités économiques, d'une offre de services publics adéquate, le développement d'un secteur privé ainsi qu'une croissance locale dynamique pouvant résorber les problèmes liés à l'insécurité alimentaire.

Le programme ambitionne de **promouvoir la sécurité alimentaire et un développement économique local apportant une valeur ajoutée à l'échelle locale dans les PMA**.

L'approche F4F

En se concentrant seulement sur les symptômes et en n'identifiant pas les causes sous-jacentes ainsi que les pistes nouvelles pour aborder les problèmes reliés à l'insécurité alimentaire, les approches traditionnelles auraient avantage à être enrichies. L'approche "Local Food Systems" (LFS), telle que préconisée dans le Programme Global F4F, est basée sur le plus grand pouvoir que les acteurs locaux peuvent avoir sur la SAN, si celle-ci est ancrée localement. L'approche LFS prend aussi en compte tous les éléments du système local dans lequel les produits alimentaires sont cultivés, produits, traités, distribués et consommés, dans un territoire donné.

Il s'agit d'une approche holistique qui reconnaît non seulement la large gamme de parties prenantes et la complexité des systèmes alimentaires, mais qui considère aussi le facteur de proximité comme un pilier, garantissant ainsi une action plus durable pour l'éradication de la faim et l'amélioration de la santé nutritionnelle.

Cette approche territoriale peut constituer la clé pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la résilience des communautés et des ménages face aux risques alimentaires et ce, à travers des investissements stratégiques. Elle se base sur le caractère structurant des interventions, enracinées au niveau local et mis en oeuvre par des institutions et des acteurs locaux. UNCDF croit fermement que les gouvernements locaux, qui représentent les intérêts des populations, sont les mieux placés pour agir dans le cadre de politiques nationales adaptées.

Travaillant à travers et avec les collectivités locales et d'autres partenaires comme les organisations paysannes, les sociétés civiles et le secteur privé local, le Programme promeut le financement de projets publics et privés qui répondent aux besoins spécifiques des localités.

4 composants complémentaires pour bâtir de solides synergies

1

Supporter les politiques et les programmes mieux adaptés, permettant aux gouvernements locaux de jouer un rôle stratégique.

2

Soutenir l'intégration d'interventions cohérentes dans les plans de développement locaux et identifier les investissements catalytiques pouvant avoir un effet multiplicateur dans le SAL.

3

Soutenir le financement stratégique (subventions, prêts, garanties, équité et/ou quasi-équité, aussi bien que des services consultatifs et le renforcement des capacités.

4

Disséminer les leçons apprises et axer sur la gestion des connaissances. Approfondir l'impact des interventions d'UNCDF les plus structurantes.



3 phases de mise en oeuvre

- **Lancement**
- **Implantation et consolidation**
- **Retrait progressif et restructuration**

Nos outils d'investissements

Des mécanismes de financement complémentaires et novateurs sont nécessaires pour libérer le potentiel de développement des systèmes alimentaires locaux. Se basant sur la relation entre la productivité agricole, la faim, la pauvreté et la résilience des populations, l'investissement, tant public que privé, dans le renforcement des systèmes de production alimentaire doit constituer la pierre angulaire des stratégies de développement local. F4F mise sur l'adaptation des mécanismes de financement existants et le développement d'outils novateurs pour combler les écarts dans le système de financement, pour soutenir l'approche multi-acteurs du SAL.

Investir dans les chaînons manquants peut avoir des effets multiplicateurs à plusieurs niveaux: cela peut stimuler les chaînes de valeur alimentaire locales, l'augmentation des revenus pour les communautés locales, la création d'un cycle local connectant les fermiers aux marchés, tout en améliorant la disponibilité et l'accessibilité alimentaire.

Le rôle d'UNCDF est alors crucial pour fournir les outils analytiques nécessaires ainsi que les services conseils pour identifier les investissements catalytiques. Muni d'une boîte à outils d'instruments flexibles, F4F adapte ses interventions aux situations spécifiques et aux conditions locales, maximisant ainsi son impact selon les pays et les circonstances locales.

Les programmes de Financement du Développement Local de UNCDF sont conçus pour **multiplier et augmenter les flux de capitaux vers les institutions locales**, de concert avec les administrations locales pour mobiliser, répartir, investir et représenter les flux d'investissement.

« **Des réponses pratiques en matière d'outils de planification et de suivi-évaluation des investissements** »

« **Des mécanismes mixtes de financement innovants, coordonnés à travers les gouvernements locaux pour augmenter la résilience des interventions de sécurité alimentaire** »

Des instruments financiers adaptés

- **Fonds de Développement Local (FDL)**

Adapté à la plupart des investissements d'infrastructures publics: le canal principal pour supporter le développement des systèmes financiers locaux.

- **Initiative de Financement Local (IFL)**

Conçu pour débloquer le secteur financier domestique et mobiliser les capitaux du secteur privé pour le financement de projets opérés par le biais de partenariats publics-privés (PPP).

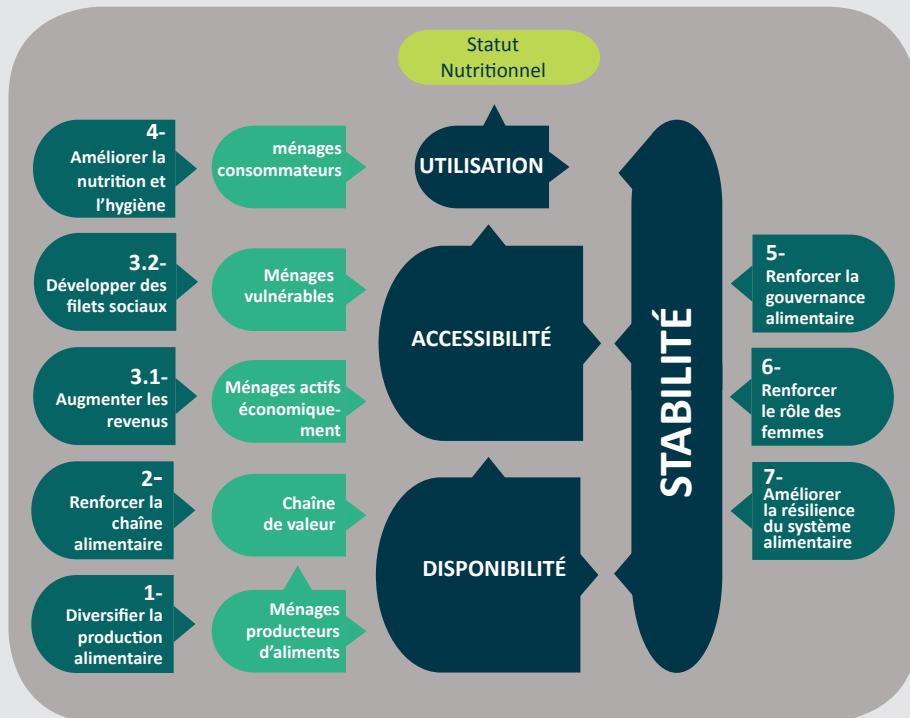
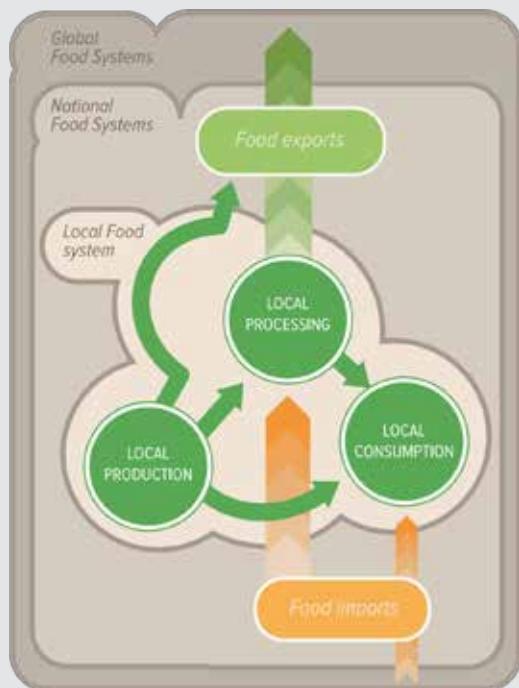
Un suivi rigoureux des investissements

UNCDF s'appuie sur une analyse contextuelle et détaillée des projets financés pour définir si les conditions de développement envisagées sont bénéfiques et durables pour les collectivités locales sur le plan économique, social et environnemental.

Le suivi et l'évaluation des projets se basent sur une logique d'intervention qui crée un contexte propice à la prise de décision et définit une hiérarchie d'objectifs, par lesquels il est possible d'évaluer l'atteinte des résultats escomptés et de suivre les progrès. Cette approche de pilotage des interventions permet au programme F4F d'améliorer l'appui aux communautés locales et soutenir les piliers de la SAN

Notre cadre d'intervention

7 façons de renforcer les piliers de la sécurité alimentaire



4 PILIERS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La nourriture doit être suffisante pour alimenter la population. La disponibilité couvre la production alimentaire (production nationale ou importations), la productivité, le traitement et le marketing ainsi que la gestion post-récolte.

La stabilité signifie un approvisionnement en nourriture, sans fluctuations ou manque d'année en année ou durant les saisons. La stabilité est reliée à une série de facteurs comme les semences et les stocks alimentaires, la réduction des catastrophes, la saine gestion, etc.

Les populations doivent avoir un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante. Cet accès inclut l'instauration de filets de sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables et le développement d'activités génératrices de revenus.

La nourriture doit être sûre, nutritive et doit assurer une alimentation équilibrée per- mettant de vivre une vie active et saine. La dimension nutritionnelle est une partie intégrante du concept de sécurité alimentaire.

DISPONIBILITÉ

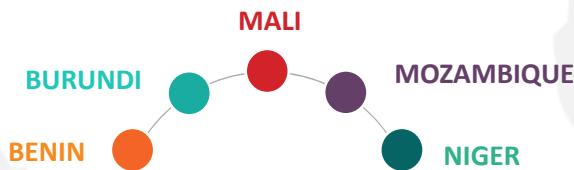
STABILITÉ

ACCESSIBILITÉ

UTILISATION

Nos zones d'intervention

Au cours des dernières années, UNCDF a mis en oeuvre plusieurs projets de développement local, avec des composantes reliées à la sécurité alimentaire particulièrement ceux conjointement mis en oeuvre avec le Fonds belge pour la Sécurité alimentaire (BFFS).



BÉNIN

Bien que la région agricole de Borgou, au Bénin, soit productive, les indicateurs de sécurité alimentaire sont faibles. Le **Projet d'Appui à la Décentralisation, à la Déconcentration et au Développement économique local au Bénin (PA3D)** renforce les capacités locales pour soutenir le développement économique local et améliorer la sécurité alimentaire de la population, particulièrement celle des femmes et des plus vulnérables. Le projet renforce également le processus de décentralisation en vue de l'amélioration des conditions de vie globales de la population. Le programme est conjointement financé par UNCDF (\$2m), le PNUD (\$1.5m), le BFFS (\$4.9m) et le Gouvernement du Bénin (\$1.3m).

MALI

Le programme **P2N** renforce la capacité des collectivités locales en regard des principales préoccupations de sécurité alimentaire dans la planification locale et le processus de prévisions budgétaires. Un total de 10 collectivités locales ont intégré la SAN dans leurs plans de développement locaux en 2014 et 15 autres ont créé des commissions locales en charge des questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Plus de \$1.7 million ont été investi dans les infrastructures locales pour renforcer la résilience des populations et assurer des services de bases dans les régions de Nara et Nioro.

NIGER

UNCDF supporte la création d'une stratégie de sécurité alimentaire couvrant tout le département de Mayahi à travers le **Projet d'Appui au Développement Économique Local (PADEL)**. Le développement de plusieurs infrastructures, tels que des banques de céréales et des marchés sont vitaux pour assurer une meilleure résilience face aux chocs alimentaires. Le Niger a aussi mis en place un Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires, opérationnel au niveau régional, départemental et communal et ce, à travers des observatoires et des mécanismes de veille.



L'UNCDF est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde (PMA). Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d'instruments d'investissement, l'UNCDF offre des modèles de financement « au dernier kilomètre » permettant de débloquer les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d'encourager le développement économique local. Sur ce « dernier kilomètre », les ressources pour le développement se font plus rares, les défaillances du marché sont plus graves et la croissance ne bénéficie pas aux populations locales.

L'UNCDF s'appuie sur deux modèles de financement : l'**inclusion financière**, axée sur l'épargne, qui permet aux individus, aux ménages et aux petites entreprises de participer davantage à l'économie locale, en mettant à leur disposition les outils dont ils ont besoin pour sortir de la pauvreté et gérer leur situation financière ; et les **investissements localisés** – grâce à la décentralisation fiscale, au financement municipal novateur et au financement structuré de projets –, qui contribuent au financement public et privé sous-tendant la croissance économique locale et le développement durable. Ces modèles de financement sont appliqués à des domaines thématiques dans lesquels l'élimination des obstacles entravant le financement à l'échelle locale peut changer la vie des populations et des communautés pauvres et marginalisées.

En renforçant l'accessibilité financière des personnes pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à la réalisation du premier objectif de développement durable, qui vise à éradiquer la pauvreté, en mettant l'accent sur le « dernier kilomètre », et sur la lutte contre l'exclusion et les inégalités en matière d'accès. Dans le même temps, l'UNCDF exécute son mandat de fourniture de capitaux conformément au 17e objectif de développement durable, relatif au renforcement des moyens de mise en œuvre, afin de débloquer les financements publics et privés en faveur des populations pauvres au niveau local. novateurs peuvent foncièrement faciliter le financement « au dernier kilomètre », l'UNCDF contribue à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable et de 28 cibles sur les 169 que compte le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

CONTACTEZ NOUS

Katiella Mai Moussa
Global Programme Manager
Immeuble E, Complexe CETAMIL Point E, Dakar SENEGAL
katiella.mai.moussa@uncdf.org

www.uncdf.org
www.facebook.com/uncdf
www.twitter.com/uncdf